

**Arrêté préfectoral N°898 du 25 juillet 2022**

Portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société SOCOVAL pour exploiter des installations classées sur la commune de Marsannay-le-Bois

Le préfet de la Côte-d'Or

**VU** le code de l'Environnement et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au journal officiel de la république française ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2017-146 du 31 mars 2017 autorisation la SARL SOCOVAL à exploiter une installation de stockage de déchets inertes et ses installations annexes sur le territoire de la commune de Marsannay-le-Bois ;

**VU** la demande de modifications des installations du 14 janvier 2021, complétée le 3 février 2022, déposée par la société SOCOVAL ;

**VU** l'avis de la DDT de la Côte d'Or en date du 21 juillet 2021 ;

**VU** l'avis de l'Agence Régional de Santé en date du 23 juillet 2021 ;

**VU** les avis de la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en dates du 5 octobre 2021 et du 19 avril 2022 ;

**VU** le rapport du 7 juin 2022 de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 5 juillet 2022 ;

**VU** le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 12 juillet 2022 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observations du demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que la modification de l'installation envisagée par la société SOCOVAL porte sur l'augmentation de la teneur de certains paramètres dans une partie des déchets inertes acceptés ; que, selon l'évaluation des incidences réalisée par le demandeur, le projet ne remet pas en cause les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement notamment sur la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que cette modification est envisageable dans le cadre de l'application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant justifie cette demande par un besoin issu de demandes reçues de façon récurrente pour la prise en charge de certains déchets inertes (boues de dragages, déblais de terrassement) présentant des teneurs supérieures à celles admises en installation de stockage de déchets inertes ; que l'exploitant expose que ces déchets sont jusqu'à maintenant éliminés en installations de stockage de déchets non dangereux ; que l'exploitant considère ainsi possible de préserver une partie des capacités d'accueil des installations de stockage de déchets dangereux et non dangereux ; que l'exploitant envisage par ailleurs le développement d'un partenariat avec une entreprise spécialisée dans le traitement de terres polluées ; que l'exploitant sollicite ainsi une adaptation des seuils d'admission des déchets inertes pour un maximum de 35 000 tonnes par an, au sein du maximum admissible de 200 000 tonnes par an de déchets inertes d'ores et déjà autorisés par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de faisabilité réalisée par l'exploitant est établie sur l'hypothèse d'un remblayage total du site par des déchets inertes pour lesquels les seuils d'admission seraient adaptés ; que le projet demande à pouvoir accepter des quantités inférieures à celles dont l'impact a été étudié ; que l'étude de faisabilité présente donc des résultats maximisant l'impact potentiel ;

**CONSIDÉRANT** que le besoin identifié par l'exploitant concerne des besoins locaux ; qu'il convient donc de fixer la zone de chalandise ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société SOCOVAL ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient toutefois de mettre à jour la situation administrative des installations compte tenu de l'évolution de la nomenclature sur les installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient également de fixer les conditions d'admission des déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés ; que cela concerne en particulier la quantité maximale admissible ainsi que le niveau des seuils associés ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient que l'exploitant dispose de la demande d'acceptation préalable accompagnée des résultats d'analyse pour les paramètres sur lesquels des adaptations de seuils sont prévus, fournis par le producteur des déchets, suffisamment en avance de la livraison afin de permettant l'analyse de la demande ; que la procédure présentée par l'exploitant dans le dossier de demande de modification prévoit un délai minimal de quarante-huit heures ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prévenir, dans le cadre de l'usage futur des terrains, une éventuelle remobilisation des substances potentiellement polluantes concernées par le projet ; qu'il convient donc que les déchets inertes pour lesquels les seuils sont adaptés ne soient pas stockés à moins de deux mètres de la cote finale du terrain prévue après réaménagement du site ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de définir et de tracer la localisation des zones de stockage dédiées aux déchets inertes pour lesquels les seuils sont adaptés ;

**CONSIDÉRANT** que la forte augmentation du développement urbain dans le secteur du projet a fait apparaître une tension sur la ressource en eau potable locale et une vulnérabilité des ouvrages de prélèvement face à une pollution ; que le projet ne se situe toutefois pas dans un périmètre de protection de captage ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient toutefois que l'exploitant assure une surveillance de la qualité des eaux de la source de la Norges, complémentaire à celle prescrite par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé, afin de suivre l'évolution éventuelle de la situation et qu'il convient d'en fixer les conditions de mise en œuvre ;

**CONSIDÉRANT** que, par ailleurs, une dégradation de la qualité de l'eau de la source de la Flacière est susceptible d'être à l'origine d'une contamination des plants de cresson cultivés à l'aide de cette source ; que la préservation de la qualité de la ressource en eau susceptible d'être impactée par le projet constitue donc un enjeu à prendre en compte ; qu'il convient donc que l'exploitant mette en place une surveillance de la qualité des eaux de la source de la Flacière, complémentaire à celle prescrite par l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé, afin de suivre l'évolution éventuelle de la situation et qu'il convient d'en fixer les conditions de mise en œuvre ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la qualité des déchets inertes pour lesquels les seuils sont adaptés ; que l'exploitant propose la réalisation d'analyses inopinées des chargements admis dans l'installation de stockage, toutes les mille tonnes acceptées de déchets inertes pour lesquels les seuils sont adaptés ; qu'il convient donc de fixer les conditions de mise en œuvre de cette surveillance ;

**CONSIDÉRANT** que ces éléments sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le préfet peut, en application des articles L. 181-14 et R. 184-45 du code de l'environnement, fixer les prescriptions complémentaires que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire et, notamment, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale ;

**Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;**

## ARRÊTE

### Article 1 - Objet

La société SOCOVAL (SIREN : 493 673 479), dont le siège social est situé à Marsannay-le-Bois, qui est autorisée à exploiter des installations de traitement, de transit et de stockage de déchets inertes aux lieux-dits « Les Rucherons » et « Le Dessus de la Brulée » à Marsannay-le-Bois, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet.

### Article 2 - Installations classées

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2017-146 du 31 mars 2017 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW.	Traitement des matériaux inertes en vue de leur recyclage dans des installations mobiles de concassage-criblage d'une puissance totale installée de 750 kW.	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> .	Déchets inertes provenant de chantiers de terrassement et de recyclage destinés à être recyclés ou mis en dépôt définitif sur le site. Surface totale : 35 000 m <sup>2</sup>	E
2760-3	Installation de stockage de déchets inertes.	200 000 t/an au maximum, dont 35 000 t/an au maximum de déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés conformément aux dispositions de l'article 2.6.2 du présent arrêté Volume total : 2 200 000 m <sup>3</sup>	E

E (Enregistrement).

### Article 3 - Conditions d'acceptation des déchets inertes

Les dispositions du premier alinéa de l'article 2.6.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé sont remplacées par :

*« Seuls les déchets inertes conformes aux annexes 4 et 5 du présent arrêté peuvent être utilisés pour le remblayage du site. Les seuils d'acceptation sont toutefois adaptés, pour une quantité maximale de 35 000 t/an, en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, sous réserve du respect des conditions prévues par le présent arrêté. En particulier, l'acceptation de ces déchets respectant les valeurs limites définies à l'annexe 6 du présent arrêté n'est pas à l'origine d'une pollution de la ressource en eau.*

*Les déchets inertes dont les seuils d'acceptation sont adaptés proviennent de la région Bourgogne-Franche-Comté, ainsi que des départements limitrophes de la Côte d'Or, dans la limite d'un rayon de 150 km à vol d'oiseaux du site. »*

L'alinéa suivant est ajouté au début de l'article 2.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé :

*« Au plus tard quarante-huit heures avant une livraison unique ou une série de livraisons d'un même type de déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, issu d'un même chantier, l'exploitant dispose a minima du document préalable prévu à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, accompagné des résultats d'analyse pour les paramètres prévus à l'article 4 du présent arrêté, fournis par le producteur des déchets. »*

#### **Article 4 - Valeurs limites à respecter pour l'acceptation de déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés**

Les dispositions suivantes sont ajoutées en annexe 6 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé :  
*« Critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés, soumis à la procédure d'acceptation préalable.*

*Les déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, acceptés dans l'installation de stockage respectent les valeurs limites suivantes :*

**1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :**  
*Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.*

Paramètre	Valeur Limite (mg/kg de matière sèche)
As	1,5
Ba	60
Cd	0,12
Cr total	1,5
Cu	6
Hg	0,03
Mo	1,5
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,18
Se	0,3
Zn	12
Chlorure	2 400
Fluorure	10
Sulfate	3 000
Indice phénols	3
COT sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble)	12 000

*(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.*

**2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :**

Paramètre	Valeur Limite (mg/kg de matière sèche)
COT	60 000
BTEX	6
PCB (7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP	50

#### **Article 5 - Prescriptions complémentaires relatives au remblayage dans le cadre de l'activité de stockage de déchets inertes**

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Les deux premiers alinéas de l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé sont remplacés par :

*« Il est prévu, à terme, un remblayage total de la fosse actuelle par des déchets inertes pour retour à la cote initiale des terrains (incluant la couche de terre végétale mentionnée à l'alinéa suivant). Pour les zones accueillant des déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés, le remblayage par ces déchets est arrêté à une cote située deux mètres sous la cote finale du terrain prévue après réaménagement du site, il peut être complété par des déchets inertes.*

*Une couche de terre végétale d'une épaisseur suffisante (a minima de 50 cm) pour un retour des terrains à l'agriculture recouvre l'ensemble du site. La terre végétale mise en place respecte les recommandations du CEMAGREF pour permettre un retour à l'usage agricole. »*

#### **Article 6 - Prescriptions complémentaires relatives à l'autosurveillance des eaux**

L'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé est remplacé par :

##### **« ARTICLE 9.2.4 AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES**

*Une surveillance des eaux souterraines est mise en place en s'appuyant notamment sur les conclusions de l'étude hydrogéologique visée à l'article 2.3.5. Une surveillance de la qualité des eaux superficielles est également mise en place, a minima au niveau des sources de la Norges et de celle de la Flacière.*

*Les échantillonnages et les analyses sont réalisés selon les méthodes normalisées de référence en vigueur.*

*Les paramètres recherchés dans les eaux des sources de la Norges et de la Flacière concernent a minima ceux définis à l'annexe 6 du présent arrêté. En ce qui concerne la source de la Flacière, l'exploitant réalise une analyse de risque, afin de déterminer les fréquences et périodes d'échantillonnage les plus pertinentes notamment compte tenu du cycle de culture et de récolte du cresson. Cette analyse est effectuée et formalisée avant l'admission des premiers déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés et tenue à la disposition du service régional de l'alimentation et de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, les prélèvements au niveau de chacune des deux sources sont réalisés, a minima, au même moment que ceux effectués dans les piézomètres (hautes-eaux et basses-eaux).*

*En cas de dépassement des seuils définis à l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, le Service Régional de l'Alimentation, l'Inspection des installations classées et l'exploitant de la cressonnière dont la production est susceptible d'être impactée sont informés sans délai.*

*Les éléments issus des dispositions du présent article sont intégrés à l'analyse des résultats d'autosurveillance, transmise annuellement au Préfet dans le cadre de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé. »*

#### **Article 7 - Prescriptions complémentaires relatives à l'autosurveillance des déchets acceptés**

Les dispositions de l'article 9.2.5 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé sont remplacées par :

*« Une surveillance de la qualité des déchets inertes est mise en place.*

*Sur la base de l'accueil de 200 000 t/an de déchets inertes, des campagnes de prélèvements et les mesures associées sont réalisées quatre fois par an par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Un minimum de 3 échantillons représentatifs des déchets stockés sont prélevés par campagne.*

*Le nombre de mesures et d'échantillonnages des déchets inertes est adapté à la quantité réelle de déchets inertes stockés, sauf pour les déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés, et pour lesquels l'exploitant réalise une analyse inopinée des chargements admis dans l'installation de stockage toutes les 1 000 tonnes de déchets acceptées.*

*Les échantillons à analyser sont prélevés selon un protocole préétabli formalisé tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Les échantillonnages et les analyses sont effectués selon les*

*méthodes normalisées de référence en vigueur. Les prélèvements sont notamment réalisés de façon à être représentatifs de la qualité des déchets du chargement accepté.*

*Les échantillons prélevés font l'objet de mesures des substances citées en annexe 5 du présent arrêté pour les déchets inertes, et en annexe 6 du présent arrêté pour les déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés.*

*Un résultat commenté de ces analyses est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.*

*Si ces résultats mettent en évidence une non-conformité des déchets au regard des seuils par rapport auxquels ils ont fait l'objet de l'acceptation préalable (déchets inertes : annexe 5 ; déchets inertes avec seuils adaptés : annexe 6), l'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées. Cela concerne notamment les déchets inertes qui présenteraient des teneurs supérieures à celles définies par l'annexe 5 et inférieures à celles définies par l'annexe 6 du présent arrêté. Il communique par ailleurs les résultats de ses investigations (origine des déchets incriminés) et, le cas échéant, les mesures prises ou envisagées.*

*Les résultats des mesures sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.*

*En fonction des résultats obtenus sur une période probante, les paramètres et la fréquence des mesures pourront être modifiées après accord de l'inspection des installations classées, sauf pour les déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés.*

*Les éléments issus des dispositions du présent article sont intégrés à l'analyse des résultats d'autosurveillance, transmise annuellement au Préfet dans le cadre de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé. Par ailleurs, le rapport annuel d'exploitation et plan associé prévus par l'article 9.4.1 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2017 susvisé distinguent les apports liés aux déchets inertes de ceux liés aux déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés. »*

## **Article 8 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SOCOVAL.

## **Article 9 - Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
- 2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 10 - Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de Marsannay-le-Bois et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée, ainsi que :

- au Délégué Territorial de l'Agence Régionale de la Santé,
- à la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Service Régional de l'Alimentation).

Pour le Le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général

Frédéric CARRE

**Signé**



## ANNEXE à l'arrêté n°898 du 25 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général : Frédéric CARRE

Plans de phasage incluant la localisation schématique de la zone dédiée au stockage des déchets inertes dont les seuils sont adaptés (en bleu)

